Les importations de gaz russe en Belgique atteignent un niveau record — plus qu'avant la guerre

écrit par Jules Ferry | 8 juillet 2025





Voici une <u>belle maison ardennaise</u> en pierre du pays construite dans les années 50 et située au centre de Wibrin, au cœur de l'Ardenne belge.

« Cette propriété [chauffage au gaz !] qui ne demande qu'à être rénovée présente de nombreuses possibilités. A vous la découverte de cette belle région touristique offrant de nombreux restaurants et de très jolies promenades » nous dit l'agence.

L'Ardenne belge est en effet une très belle région. La Roche-en-Ardenne, par exemple !

Mais voilà, les hivers peuvent y être très froids !

La température la plus basse enregistrée cette année : -15,3°C à Elsenborn (Bütgenbach, Ardenne) le 14 janvier 2025.

La Belgique ne s'en laisse pas conter et met les bouchées doubles avant l'hiver et de possibles restrictions de l'UE. Car la menace plane.

Source : <u>derstatus.at</u>

Les projets de l'UE pourraient presque être qualifiés de suicidaires. Loin de toute réalité, Bruxelles envisage d'interdire prochainement toute importation de gaz russe dans les pays de l'UE.

Il est déjà évident qu'il est difficile de reconstituer les réserves de gaz pour l'hiver. Les chiffres publiés en Belgique montrent également que rien ne semble possible sans les importations russes.

Dans le royaume situé entre la mer du Nord et les Ardennes, les importations sont plus élevées qu'avant la guerre en Ukraine.

L'UE freine le gaz

Se débarrasser du gaz russe : telle est la devise de l'UE, qui, selon la Commission européenne, devrait être mise en œuvre au plus vite. L'objectif est d'interdire totalement les importations de gaz russe en Europe d'ici 2027, et le cadre juridique est déjà en cours d'élaboration. Seules la Hongrie et la Slovaquie ont jusqu'à présent exprimé leur désaccord avec les projets de Bruxelles. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles l'UE envisage d'abolir le principe de l'unanimité, comme le rapporte Der Status.

Il apparaît déjà que la reconstitution des réserves de gaz pour l'hiver prochain progresse très lentement en Allemagne, par exemple, et des mesures gouvernementales sont déjà à l'étude, ce qui sera bien sûr à nouveau coûteux pour le contribuable — selon Der Status .

Sans la Russie, Bruxelles ne peut rien faire

Il est clair depuis longtemps que la Russie est

essentielle à son avenir — du moins tant qu'elle ne dispose pas des gisements nécessaires. Dès septembre 2022, la <u>Banque des règlements internationaux</u> (BRI) concluait que <u>le pétrole russe représentait environ 10 % des exportations mondiales de pétrole et qu'il était difficilement remplaçable.</u>

L'UE, comme chacun sait, voit les choses différemment. Et concernant le gaz russe, elle affirme qu'il proviendra simplement d'autres sources. Mais cela ne semble pas si simple. Comme l'a rapporté le journal belge « De Tijd » , les Belges importent plus de gaz russe que jamais. L'année dernière, 8,7 % du gaz consommé provenait de Russie par bateau, ce qui porte la part du gaz russe à un niveau supérieur à celui de 2021, avant même le début de la guerre en Ukraine.

Nouveaux chiffres records



Fluxys, un opérateur pivot en Europe



Le terminal LNG de Fluxys Fluxys est un gestionnaire indépendant de l'infrastructure de transport de gaz naturel en Belgique.

Le Terminal LNG de Fluxys est un terminal de regazéification de gaz naturel liquéfié dans le port belge de Zeebruges.

Il a une capacité de 9 milliards de mètres cubes par an et il est le centre d'approvisionnement de gaz naturel liquéfié pour le nord-ouest de l'Europe.

Selon le journal, les données énergétiques belges récemment publiées par le Service public fédéral Économie et les chiffres officiels d'origine qui y figurent montrent que 2024 a été une année record pour les importations de gaz russe . Au terminal d'importation de la société de réseau gazier Fluxys à Zeebrugge, 13,3 térawattheures (TWh) de GNL en provenance de Russie sont arrivés par pétroliers, soit 12 % de plus que l'année record précédente de 2023.

Et cette dépendance ne concerne pas seulement la Belgique, qui, avec ses terminaux GNL et ses ports, est aussi un pays de transit. De tout le gaz importé par la Belgique l'année dernière — y compris pour le transit vers d'autres pays — 18,3 % provenaient de Russie par bateau ; seule la Norvège en a livré davantage.

Inquiétudes concernant l'interdiction d'importation de gaz

La Belgique est également sceptique quant aux projets de l'UE pour d'autres raisons. Selon l'UE, les contrats d'approvisionnement à long terme avec la Russie doivent également être résiliés d'ici 2027. Cependant, le ministre de l'Énergie, Mathieu Bihet, réclame d'abord une analyse approfondie pour évaluer l'impact d'une interdiction totale. Le point sensible est que Fluxys craint que la clause de force majeure ne soit pas suffisante pour résilier le contrat à long terme avec la société russe Yamal LNG.

L'entreprise a réservé des capacités au terminal de Zeebrugge jusqu'en 2040 dans le cadre d'un contrat à long terme d'une valeur d'un milliard d'euros . Selon Pascal De Buck, PDG de Fluyx, cité par De Tijd, il existe un risque que Fluxys ne puisse pas revendre ces capacités à d'autres parties, même si « de nombreux candidats existent en cas de perte de l'approvisionnement en gaz russe à Zeebrugge ».